



TROUVER DES SOLUTIONS POUR UN MONDE EN CRISE



Le monde est dans une crise profonde. Les systèmes planétaires frôlent l'effondrement, et la survie de la majorité de la population mondiale est menacée d'accaparement de ressources, de destruction de l'écosystème, de guerres et de changement climatique. Les causes de cette crise multiple résident dans le système politique-économique-social actuel, qui est dicté par les profits, ce qui encourage la surconsommation par certains et la sous-consommation pour une trop grande majorité. Cette situation a pendant des siècles dépossédé des populations de leurs terres, eaux et forêts, et fait usage de violence pour s'établir et se maintenir. Les conséquences de ce système sont surtout assumées par les femmes de la classe ouvrière, paysanne et autochtone, dans le Sud. Toutefois, les alternatives tant nécessaires résident au sein du patrimoine, des modes de vie et espoirs de « développement » de ces mêmes communautés qui représentent la majorité de la population mondiale. Le raisonnement politique et les solutions techniques proposés par les organismes d'aide au développement au cours des dernières décennies ont ultimement servis à renforcer le système et ont contribué à sa longévité. C'est maintenant le temps d'entreprendre des actions et solutions courageuses de solidarité authentique, dans un esprit d'amour pour l'humanité et notre merveilleuse planète.

Bonne lecture !

EGALEMENT DANS
CE NUMERO...

Quelles sont les alternatives pour les femmes? Penser à de véritables alternatives en marges du congrès Alternative Mining Indaba

Voix d'activistes: renforcer l'autonomisation ensemble, l'activiste zimbabwéenne Gladys Mavhusa raconte son histoire

LEVEZ-VOUS: Les femmes activistes VS la mine Tendele

Faits saillants

« Quelles sont les alternatives pour les femmes? »

Penser à de véritables alternatives en marges du congrès Alternative Mining Indaba

« Ils [c.-à-d. les dirigeants des mines] ne comprennent pas que notre lutte ne concerne pas le pouvoir ou les paiements par les sociétés minières », explique Gladys Mavhusa (Marange, Zimbabwe). « Nous demandons simplement que nos droits soient respectés et nos voix entendues »



Le huitième congrès annuel **Alternative Mining Indaba** (AMI) a rassemblé 470 participants de 45 pays afin de développer une plateforme pour les communautés, activistes et acteurs de la société civile afin de discuter des alternatives communautaires à l'exploitation minière. Le thème de l'AMI cette année était « Mettre les ressources au service des populations : adaptation de la vision minière africaine : de la vision à la réalité ». La **Vision Minière Africaine (AMV)** a été signée par les ministères africains responsables du développement des ressources minières sur le continent ainsi que des cadres politiques accompagnateurs, soit le, **Développement des Minerais et de l'Afrique** (2011). Ensemble, ces deux documents fournissent une « stratégie complète pour l'industrialisation africaine au 21^e siècle » (La Vision Minière Africaine : Une critique éco-féministe attendue depuis longtemps, WoMin).

Le point de départ de l'AMV est l'hypothèse que le développement en Afrique, qui est nécessaire, doit commencer avec le développement des ressources minérales et les industries extractives. Toutefois, pour plusieurs communautés qui subissent les impacts dévastateurs de l'extraction minière et autres industries extractives, cette hypothèse doit être opposée – pour la survie des communautés ainsi que de l'environnement. Le devoir des participants à l'AMI était d'aborder et interroger la grande promesse et la mission de la Vision Minière Africaine : « [aborder] le paradoxe de la richesse minérale qui existe à côté de la pauvreté généralisée ».

WoMin a écrit plusieurs articles sur la Vision Minière Africaine d'une perspective des droits des femmes. Consultez notre article **La Vision Minière Africaine : Une critique éco-féministe attendue depuis longtemps**

Exploitation minière – éthique = désastre

Lors de la session d'ouverture, les panelistes et commentateurs ont soulevé des questions liées à la pérennité d'un parcours de développement axé sur l'extractivisme, l'absence de redevabilité et d'éthique de la part des sociétés transnationales, et la violence structurelle, physique et écologique perpétrée par les industries extractives, depuis Marikana à Marange, en passant par Lily Mine.

« Qui surveillera les surveillants ? Vous pouvez mettre en place toutes les lois minières [et politiques] possibles élaborées par les meilleurs diplômés »

d'Harvard, est-ce que cela nous aidera ? Non. Vous pouvez proposer des solutions économiques développées par les meilleurs économistes. Est-ce que cela aidera ? Non. Les vertus et valeurs éthiques sont ce qui est nécessaire. L'exploitation minière sans l'éthique mène inévitablement au désastre. »

Au-delà des limites d'une perspective éthique vis-à-vis d'un système fondé sur les profits, Nonhle Mbutuma-Forslund, de la communauté de Xolobeni en Afrique du Sud, a offert une solution simple mais ferme à la problématique de développement : « [les communautés] doivent avoir le droit de mettre en place leurs propres alternatives de développement ». Selon Mbutuma-Forslund, « le gouvernement prend toujours parti avec les grandes sociétés minières et non avec les populations. C'est pourquoi nous sommes confrontés à beaucoup de violence et de décès. Toutes ces luttes ne nous font pas peur. C'est pourquoi la terre est si importante à Pondoland. Nous savons qui nous sommes en raison de la terre. Nous devons avoir le droit de dire oui ou non ». [La communauté de Xolobeni lutte contre des projets successifs d'exploitation du titane sur leurs terres depuis plus d'une décennie.]

Perspective critique

Mela Chiponda de WoMin a fait une présentation sur la Vision Minière Africaine lors du Jour deux de l'AMI. Dans un débriefing au personnel de WoMin et aux alliés, elle a partagé une anecdote qui illustre la logique et les lacunes de l'AMV :

« L'homme de l'UA a dit, « Nous ne nous soucions pas de ce qui se passe dans vos villages. Les leaders africains se sont entendus sur la Vision Minière Africaine. Et comme les leaders africains se sont entendus sur les ODD et les OMD, vous ne pouvez pas dire dans vos villages que vous êtes contre ce qui a été conclu ». Je lui ai dit : « Ce qui s'est passé à la Conférence de Berlin en 1884, et ce que vous avez fait à Addis-Ababa, supposant que le développement que vous avez décidé est ce que les femmes africaines veulent. En tant que femmes paysannes africaines, nous n'avons rien à voir avec l'AMV... Où sont les 'alternatives' lorsque les femmes souffrent de pauvreté énergétique et d'injustice ? » – Mela Chiponda, WoMin

Quelles sont les alternatives pour les femmes ?

Pour plusieurs de nos alliés à Womin, l'AMI offre une importante plateforme de convergence pour organiser des espaces de dialogues et de débats sur les alternatives au modèle de développement extractiviste destructeur. Dans cet esprit, les activistes communautaires soutenus par WoMin et ses alliés ont convoqué une série de débats publics et événements.

Le mardi, 7 février, le **Dialogue public sur la violence contre les femmes dans l'extractivisme** a attiré près de 100 personnes pour écouter cinq femmes activistes du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud partager leurs expériences sur le terrain, et leur analyse de la violence fondée sur le genre dans les communautés affectées par les industries extractives, de l'exploitation minière à l'agriculture. Convoqué par la Rural Women's Assembly, Chiadzwa Community Development Trust, Masifundise Development Trust, Mawubuye Land Rights Forum et WoMin, cette session a offert un espace radical pour discuter de la nature profondément violente de l'extractivisme. Les femmes ont parlé des différentes formes de violence que rencontrent les femmes au quotidien, de la famille au milieu de travail, et dans la communauté élargie. La pollution de l'eau et de l'air causée par l'extraction et la production d'énergie, et par les pesticides dangereux dans l'agriculture industrielle, entraîne des maladies respiratoires et autres qui affligent les femmes et leurs familles. Les femmes considèrent ceci comme de la violence. L'accaparement des terres et de l'eau, qui force les femmes à passer jusqu'à



cinq heures par jour pour aller chercher de l'eau propre est également une forme de violence. Les femmes ont également souligné l'intimidation et le harcèlement que les femmes activistes subissent aux mains de la police et autres membres de la communauté lorsqu'elles défendent leurs droits.

« Nous devons retourner vers ce système parce qu'il est impossible pour les travailleurs agricoles ou mineurs ou communautés agricultrices ou minières d'être libres... tant et aussi longtemps que cet arrangement féodal continue d'exister. » – Samantha Hargreaves, WoMin

L'allié de WoMin, Women from Mining Affected Communities United in Action (WAMUA), a organisé une démonstration de femmes lors du Mining Indaba, un moment évocateur pour les femmes de s'opposer et dénoncer le pouvoir corporatif et ses impacts sur les corps, les moyens de subsistance et la vie des femmes africaines. Leur action a bénéficié d'une **couverture médiatique** sur les **médias sociaux et traditionnels**. Les événements publics liés à « De Marange à Marikana » et la campagne pour stopper l'impunité corporative ont créé une opportunité de conversations critiques et de stratégie collective.

Les prochaines étapes sont pour WoMin de continuer à travailler avec les alliés afin de renforcer et élargir la conversation concernant les alternatives et bâtir en vue de modèles de développement post-extractivistes et éco-féministes *dirigés* par des femmes et leurs communautés.

Voix d'activistes : renforcer l'autonomisation ensemble, Gladys Mavhusa

« Je souhaite un monde où les femmes sont autonomisées », dit Gladys Mavhusa. « Et je crois que nous devons construire cette autonomisation ensemble, afin que chaque femme puisse se défendre elle-même et avec les autres ». Activiste communautaire originaire de Chiadzwa, où se trouvent les mines de diamants de Marange au Zimbabwe, Gladys travaille au sein de l'organisation Chiadzwa Community Development Trust (CCDT) pour lutter en faveur de la justice et de l'autonomisation, la sécurité et sureté des femmes, depuis que les activités minières ont débuté dans la région en 2006.



Prenant la parole lors du *Dialogue public sur la violence contre les femmes dans l'extractivisme* convoqué le mardi, 7 février par WoMin, CCDT et d'autres alliés¹ à l'Alternative Mining Indaba – Gladys a raconté son histoire en tant que femme ayant été témoin de la vie post et pré ruée vers les minerais à Marange. Elle a palé des impacts des activités minières sur sa communauté et particulièrement sur les femmes, qui si souvent portent le fardeau des industries extractives ainsi que des manières dont elle et sa communauté se sont mobilisés pour faire face à ces défis de taille. Voici son histoire, telle qu'elle nous l'a racontée² :

« Ils ont accaparé les forêts où nous priions... »

Je veux m'assurer que vous compreniez bien mon histoire, alors je vais vous parler dans ma langue³. Je suis née à Chiadzwa. Dans ma jeunesse la vie était bonne, je menais une vie relativement libre. Je suis née dans une famille prospère, je me suis mariée dans une famille qui l'était aussi, puisqu'ils étaient agriculteurs. Nous avions du bétail, des chèvres, des poules... Le problème est survenu lorsque les diamants ont été découverts. La première chose qu'on nous a dite est que nous n'étions plus libres de nous déplacer comme nous le souhaitions. La terre sur laquelle nous avons habité toute notre vie, les champs que nous avons cultivés et desquels nous dépendions – tout nous a été enlevé. Les forêts où nous priions nos dieux pour la pluie nous ont été enlevées. Nos cimetières ancestraux, les tombes de nos chefs – des lieux sacrés que nous respectons tous lors de notre jeunesse – ont été remplacés par les mines.

Nous avons des arbres, et nous utilisons les écorces et les roseaux pour tisser des paniers – je pense que tout le monde en Afrique australe connaît les paniers et nattes qui proviennent du Zimbabwe,

1 Les alliés ayant convoqué le dialogue sont : Rural Women's Assembly, Masifundise Development Trust, et Mawubuye Land Rights Forum.

2 Ce témoignage a été enregistré et reproduit avec l'autorisation de Gladys Mavhusa.

3 La grande partie de ce témoignage et de l'interview a été faite en Shona. La traduction vers l'anglais a été faite par Mela Chiponda et Maggie Mapondera.

nous étions reconnus pour notre vannerie à une certaine époque. Nous gagnions notre vie à tisser des paniers mais nous ne pouvons plus faire cela depuis l'arrivée des mines. Cela n'est plus possible depuis que les activités minières se sont implantées ici.

« C'était et c'est toujours très difficile pour nous... »

Ils ont exproprié nos terres et notre liberté de mouvement. Lorsque notre terre a été déclarée zone restreinte, une barrière contrôlant l'accès a été érigée à l'entrée de notre ville. C'est là où le transport public s'arrête et où les autorités effectuent des fouilles corporelles. Les femmes se font fouiller dans la bouche, les oreilles, partout y compris les parties intimes. Parfois ces autorités ne changent pas leurs gants, utilisant le même gant sur plusieurs femmes au point où certaines d'entre nous ont commencé à développer des infections. Les femmes ont commencé à avoir des problèmes avec leurs systèmes reproducteurs, kystes et autres excroissances. L'accès à un traitement médical... c'était impossible, parce que nous ne pratiquions plus l'agriculture et ainsi, n'avions pas d'argent.

A cette époque, plusieurs femmes ont été **violées et ont souffert d'autres formes de violence sexuelle**. Afin de survivre, plusieurs jeunes filles et femmes se sont livrées au travail du sexe. C'était – et c'est toujours – très douloureux pour nous.

Nous avons tenté de discuter avec les dirigeants des mines de diamants mais leur société est directement et indirectement responsable de tant de violence. Il y a maintenant une société qui exploite les mines à Marange, dans notre région, soit la **Zimbabwe Consolidated Diamond Company** (ZCDC), une fusion entre des intérêts publics et privés, appuyée par les forces militaires et de sécurité. Ainsi, il y a des soldats et mineurs « artisanaux » qui travaillent avec la police à Marange.

Ces mineurs « artisanaux » se livrent également à beaucoup de contrebandes, vols et mettent en danger nos vies de diverses manières. Plusieurs d'entre eux squattent sur nos propriétés même si nous avons peu d'espace. En tant que femmes, nous ne pouvons faire notre travail quotidien de collecte de bois ou d'eau parce que nous avons peur. Si vous sortez faire vos activités et revenez saines et sauvées, nous remercions Dieu. Si vous êtes violées, c'est un soulagement parce qu'au moins on ne s'est pas fait tuer. Comme je vous parle, un homme dans mon quartier s'est fait tuer, laissant sa femme et ses enfants derrière. Ils nous disent que seuls les soldats ont des fusils. Mais si seulement les soldats ont des fusils, alors qui a tué cet homme ?

Laissez-moi vous expliquer ceci: les mineurs artisanaux dont je parle ne sont pas des travailleurs, ce sont des voleurs qui sont là pour voler. Ils ne sont pas locaux ; ce sont des hommes qui viennent de différentes régions du pays et viennent à Marange pour former des syndicats avec les forces de sécurité. Si un soldat vient de Shurugwi (une ville dans une autre province du Zimbabwe), cet individu dit ensuite à ses proches de venir vivre et travailler à Chiadzwa pour chercher des diamants. Ces mineurs « artisanaux » ne nous aident aucunement ; nous ne voulons pas d'eux à Chiadzwa. La situation s'empire de jour en jour, ils sont maintenant trop nombreux, plus de milles individus.

Les leaders traditionnels n'ont pas fait beaucoup pour nous aider – si nous allons leur dire que nous ne voulons pas de cet influx de personnes dans notre région, ils nous répondent simplement qu'ils ne peuvent rien faire contre les mineurs artisanaux qui viennent dormir sur nos terrains et disparaissent à la première heure le lendemain matin. Aller vers le gouvernement ou les soldats pour demander de l'aide est difficile parce qu'ils travaillent de connivence avec la société minière.

« Les femmes sont confrontées à des problèmes de toutes parts »

Les femmes sont confrontées à des problèmes de toutes parts. Si nos maris apprennent que nous nous sommes fait violer, ils nous blâment et disent que nous l'avons cherché. Si nos enfants se font violer ou se livrent au travail du sexe, les hommes blâment à nouveau les femmes et disent « c'est

ton enfant ». Cette situation a entraîné tant de conflits dans nos familles et nos communautés. Nos maris ne comprennent pas que c'est impossible pour nous de nous occuper de nos familles tout en gérant tous ces problèmes ; ils disent que nous sommes paresseuses.

Nous ne pouvons plus vivre de notre vannerie et nattes parce que les baobabs et les autres arbres ont été décimés. Nous ne pouvons plus vivre de l'agriculture et cultiver nos propres récoltes parce que nous n'avons pas de terres. Les femmes sont confrontées à des défis majeurs, ne sachant plus comment survivre et vivre.



« Les femmes développent ensemble des stratégies et des solutions... »

Le [Chiadzwa Community Development Trust](#) a été créé par des femmes qui voulaient se mobiliser. Nous avons réalisé qu'ils [c.-à-d. les grandes sociétés minières et les mineurs artisanaux] brimaient nos droits et volaient nos terres, alors nous avons commencé à nous mobiliser. Nous nous sommes d'abord mobilisés autour de la question de l'expropriation des terres – nous avons dit à notre député local que nous n'allions pas accepter le déplacement. Nous avons subi des répercussions suite à cette mobilisation – intimidations, menaces de la part des « autorités » locales, et en réalité les conditions de vie devenaient de plus en plus difficiles, alors certains individus de notre groupe ont accepté de se relocaliser. Peu après, certains d'entre eux ont perdu leur propriété de toute manière.

A CCDT, nous travaillons afin de soutenir les femmes laissées derrière, plusieurs d'entre elles ayant perdu leur mari suite à un meurtre ou disparition. Dans la mesure du possible, nous offrons un soutien avec les litiges, et nous travaillons ensemble afin de trouver des manières pratiques de soutenir les veuves et leurs familles. Nous aidons également les femmes affectées à accéder aux services de counseling et trauma ainsi qu'à l'aide juridique, en partenariat avec le [Counselling Services Unit](#) (CSU) et [Zimbabwe Lawyers for Human Rights](#) (ZLHR). Il est si important pour les femmes de connaître leurs droits – économiques, sociaux, culturels – nous offrons donc des formations communautaires aux femmes. Au cœur de notre stratégie se trouve la sensibilisation afin que notre communauté puisse se prendre en main et trouver des solutions.

Lorsque je rêve à l'avenir, je voudrais dire que je souhaite un monde où les femmes sont autonomisées, et je crois que nous devons développer cette autonomisation ensemble afin de garantir que toutes les femmes puissent être indépendantes et en solidarité les unes avec les autres. Je souhaite un avenir où les femmes et ma communauté peuvent se déplacer librement sans crainte, et peuvent bénéficier d'opportunités d'emploi pour subvenir à leurs besoins et ceux de leurs familles. Nous travaillons dans des circonstances très difficiles mais nous sommes déterminées à continuer la lutte !

LEVEZ-VOUS: Les femmes activistes VS la mine Tendele

« Voyez-vous la poussière que nous buvons ? Nous buvons cette eau parce que nous sommes pauvres. Que pouvons-nous faire ? Imaginez ce à quoi ressemblent nos organes internes ? Rien de bon ne provient des mines. Nous vivons des vies difficiles. Les mines n'ont absolument rien fait pour nous. »
Khiphile Msweli, Somkhele, KwaZulu-Natal, Afrique du Sud, au Tribunal des Peuples sur le Pouvoir Corporatif, Swaziland, août 2016

Les femmes activistes de Somkhele dans le nord du KwaZulu-Natal, une région affligée par une mine de charbon à ciel ouvert, ont lutté pendant plus de cinq ans pour faire entendre leurs voix et exercer leurs droits à de l'eau propre, leurs droits fonciers, moyens de subsistance et droits à la vie. Considérés comme étant des « fauteurs de troubles » en raison de leur résistance aux activités minières, les activistes, y compris des femmes, ont tenté d'attirer l'attention de la mine Tendele à plusieurs reprises, par le biais de lettres, pétitions et marches, mais n'ont à ce jour pas reçu de réponse adéquate.

Selon la recherche-action participative réalisée auprès des femmes activistes de Somkhele et de la région avoisinante de Fuleni, les opérations de la mine Tendele ont des impacts extrêmement négatifs sur les communautés environnantes. Ces impacts sont importants et comprennent les accaparements de terres et de cours d'eau ; les infections de la peau, des yeux, poumons et organes reproducteurs causées par la poussière de charbon et la pollution de l'eau ; les explosions des mines qui fissurent les maisons ; la profanation des cimetières ; et les conflits communautaires. Les femmes portent le fardeau le plus lourd de ces impacts en raison de leurs rôles en tant que soignantes et productrices des moyens de subsistance.

Les femmes sont également prêtes à tenir le gouvernement responsable pour son inaction. Pendant sept ans, la mine Tendele a opéré sans permis d'utilisation des eaux valide, consommant des quantités énormes d'eau dans une région traversant une sécheresse, sans la moindre intervention gouvernementale. De plus, les autorités municipales sont conscientes de la corruption dans l'approvisionnement en eau mais ont refusé d'écouter les plaintes de la communauté ou de mettre en place des mesures correctives. Chaque fois, la société s'est abdiquée de ses responsabilités et a fait fi de la loi. Mais Tendele ne travaille pas seule – l'état a failli dans son devoir de protéger ses citoyens.

Suite à la recherche-action participative et une assemblée des femmes pour l'eau tenue dans le nord du KwaZulu-Natal en août 2016, WoMin et ses alliés ont publié un article dans le magazine Amandla (septembre 2016), sur les expériences et luttes des femmes dans les communautés de Somkhele et Fuleni. Ceci a provoqué une réponse écrite détaillée de la part de Tendele, à laquelle WoMin et ses alliés ont répondu. Le magazine Amandla a publié cette réponse dans le numéro de décembre. WoMin partage cet important document pour exposer les mensonges de Tendele Coal, et les violations de la loi et le manque général de respect envers les populations de Somkhele et Fuleni. Nous reconnaissons les contributions des organisations alliées et de nos sœurs à Somkhele et Fuleni. Consultez ces documents sur le site [Internet de WoMin \(http://tinyurl.com/acttendele\)](http://tinyurl.com/acttendele).

Cette interaction publique est un exemple évocateur de ce qu'une communauté de femmes activistes peut faire par le biais de plaidoyer continu, sensibilisation et renforcement du mouvement

en solidarité avec les alliés politiques, comme par exemple WoMin. Comme nous écrivons ces lignes, Tendele Coal élargit ses opérations afin d'exploiter des mines à Siyembeni, en bordure de la réserve faunique iMfolozi Wilderness, qui est la région faunique la plus ancienne en Afrique, et la plus grande concentration de rhinocéros blancs, menaçant d'exproprier et déposséder 240 familles de leurs terres et moyens de subsistance. Cette expansion a lieu dans processus valide, sans consultation adéquate des communautés affectées, et ignorant un large groupe de membres de la communauté qui ne veulent pas de l'exploitation minière. La lutte se poursuit et les femmes continueront à jouer leur rôle de leaders de la résistance. Le 28 mars, les femmes de Somkhele et Fuleni ont entrepris une action ciblant le conseil local de Mtubatuba, exigeant responsabilité et action relativement à la corruption liée à l'eau, et le même jour elles ont lancé leur recherche-action participative « *No Longer a life Worth Living* » (trad. « Il ne s'agit plus d'une vie digne d'être vécue »). Disponible pour téléchargement à womin.org.za.

Recherche-action participative « No Longer a life Worth Living »





REGIONAL | #Consent4Communities En décembre 2016, WoMin a convoqué une table ronde avec plus de 35 activistes communautaires, praticiens et théoriciens à Nairobi, au Kenya, pour discuter des concepts et de stratégies liés au consentement. Dans l'avenir, WoMin travaillera avec les alliés afin de d'élargir trois thèmes principaux : explorer les manières d'utiliser les lois coutumières pour stratégiquement défendre les droits des femmes dans les prises de décisions/consentement ; travailler avec d'autres afin de renforcer les droits fonciers des femmes dans les systèmes de propriété commune afin d'amplifier leurs voix dans la prise de décision ; et, développer des stratégies pour renforcer le consentement par opposition à la « consultation ». Plus de renseignements sur notre travail sur le consentement ici : <http://tinyurl.com/wominconsent>.

NIGERIA | #Women4CleanUp Le 17 décembre 2016, des centaines de femmes dans le Delta du Niger ont protesté afin de dénoncer la pollution qui détruit leurs terres, leurs moyens de subsistance et leurs communautés. Kebetkache Women Development and Resource Centre a mis en place une activité dirigée par les femmes locales appelant le gouvernement à nettoyer les déversements de pétrole, mettre fin au torchage et fournir des services publics de base, comme par exemple accès à de l'eau potable, pour améliorer les conditions de vie. Lisez leur déclaration et leurs revendications ici : <http://tinyurl.com/women4cleanup>.

SOUTH AFRICA | Women Walk for Climate Justice Plusieurs femmes activistes sont descendues dans les rues de Sasolburg pour protester contre l'énergie sale et pour mettre en exergue les effets dévastateurs de l'exploitation minière et du changement climatique au Limpopo, au KwaZulu-Natal, à Mpumalanga et Gauteng. Plus de renseignements sur les actions des femmes sud-africaines concernant la question de l'eau ici : <http://tinyurl.com/waterassembly>.

« Nous développons un mouvement à partir de la base, personne ne connaît notre douleur. Notre harmonie, notre paix et notre dignité ont été brisées. Avant l'arrivée des sociétés minières, nous n'avions pas à nous soucier d'acheter de l'eau. L'élite nous a appauvris, et nous marchons pour sensibiliser et démontrer la force des femmes qui s'opposent à l'exploitation minière et ce type de développement sale, non sécuritaire et non durable. » – Caroline Ntaopane, WoMin

